

## « L'union fait-elle la force face à l'autoritarisme ? Regards critiques sur le mouvement tunisien du 18 octobre 2005 »

*Jeudi 31 mars 2016, 9h – 18h*

*CERI Sciences Po*

*56 rue Jacob 75006/Salle des conférences*

Cinq ans après le début de la révolution tunisienne, il semble nécessaire de revenir sur les oppositions au régime de Ben Ali et leurs différentes formes de mobilisation pour mieux en saisir l'actualité. Le cas du Collectif du 18 Octobre 2005 à Paris est instructif à cet égard.

Le 18 octobre 2005, alors que le pouvoir tunisien s'apprête à accueillir le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI), huit hommes de diverses tendances politiques – extrême gauche, islamistes *nahdawis* nationalistes arabes, indépendants, défenseurs des droits de l'Homme – saisissent l'occasion pour entamer une grève de la faim collective en vue de réclamer l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, la liberté d'expression et d'organisation associative ou politique. Cette ébauche d'alliance contre la dictature dépassera les rives de la Méditerranée : les groupes d'opposition à la dictature basés en France s'emparent à leur tour de cette question. Le Collectif du 18 Octobre 2005 se crée alors à Paris. Produit d'une histoire de dialogue entre les différentes composantes de l'opposition à la dictature, le Collectif du 18 octobre constitue cependant l'une des premières tentatives de lutte commune en France, tentant de dépasser les clivages idéologiques pour discuter des « droits et des libertés » en Tunisie et de dessiner les contours d'un possible projet politique commun.

Ainsi, le 18 octobre, par sa présence et son influence sur le champ de la diaspora tunisienne en France devient le lieu de croisement entre des acteurs politiques tunisiens d'obédiences diverses et des acteurs associatifs de France. Dans quelles mesures ces expériences ont-elles participé à l'émergence d'un espace pluraliste, alliant des problématiques identitaires, démocratiques et d'égalité sociale, dans une perspective d'opposition à la dictature ? Comment le primat de la question des droits de l'Homme a-t-il forgé une pratique et des repères communs pour des acteurs tunisiens que tout opposait jusqu'alors ?

Cette conférence est l'occasion de croiser les perspectives d'acteurs du Collectif du 18 Octobre et de chercheurs. La rencontre s'organisera selon trois axes de questionnements privilégiés pour appréhender les dynamiques de ce Collectif dans leur globalité.

## Programme

**9:00-9:15: Allocution de bienvenue - Alain Dieckhoff**, directeur, Sciences Po-CERI

**9:15-9:30: Introduction - Vincent Geisser**, IREMAM-WAFAW ; **Mathilde Zederman**, SOAS-CERI ; **Wajdi Limam**, EHESS

**9 :30-11 :00**

**1<sup>e</sup> table-ronde – De quoi le mouvement du 18 octobre est-il le nom ? Genèse et déroulement d’une plateforme politique inédite**

Il s’agit ici de revenir sur la genèse et le déroulement du Collectif du 18 Octobre. Qui sont ces acteurs aux trajectoires politiques diverses, qui, lors d’une séquence politique estiment qu’il est nécessaire d’aller à la rencontre de l’autre ? Comment s’organisaient les discussions et débats entre acteurs que tout semblait opposer ?

Participants:

- **Ameur Laarayedh**, Député (parti Ennahda), signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Omeyya Seddik**, Président de l’association Al-Muqaddima, signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Abdelwahab Hammami**, Parti des Travailleurs Tunisiens, signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- Discutant : **Vincent Geisser**, IREMAM-WAFAW

**11 :15-13 :15**

**2<sup>e</sup> table-ronde – Dialogue, alliance ou divergence avec les acteurs islamistes : un enjeu stratégique du mouvement du 18 octobre**

La question de l’alliance avec les islamistes *nahdawis* a été structurante dans l’organisation de l’opposition à Ben Ali. Comment une partie du champ politique et associatif tunisien a-t-elle franchi le pas de dialoguer et de construire une alliance avec les islamistes alors que d’autres s’y sont refusés ? Cette table-ronde abordera les convergences qui ont pu émerger dans le contexte spécifique des années 2000 tout comme les divergences pérennes entre les différentes tendances.

Participants:

- **Chérif Ferjani**, Professeur de Sciences Politiques, Université Lumière Lyon 2
- **Lotfi Hajji**, Journaliste, signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Adel Thabet**, Coordinateur du Front Populaire de Tunisie en Ile-de-France, signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Houcine Jaziri**, Député (parti Ennahda), signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- Discutante : **Jocelyne Dakhli**, EHESS

**14 :30-16 :30**

**3<sup>e</sup> table-ronde – Le mouvement du 18 octobre dix ans après : quel impact dans la Tunisie post-révolution ?**

Comment ce cadre innovant a-t-il résisté à la fuite de Ben Ali ? Dans quelle mesure le 18 Octobre a-t-il participé à la réorganisation du champ politique tunisien post-révolution ? L'alliance actuelle entre les deux principaux partis politiques tunisiens, Nidaa Tounes et Ennahda, peut-elle être considérée comme le fruit du 18 Octobre ? Plus généralement : qu'en est-il de la mémoire de cette expérience relativement inédite dans l'histoire de l'opposition à la dictature ? Quel avenir pour les relations entre « séculiers » et islamistes ?

Participants :

- **Samir Dilou**, Député (parti Ennahda), signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Kamel Jendoubi**, Ministre, signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Ayachi Hammami**, Avocat, indépendant de gauche, signataire de la plateforme du 18 octobre 2005
- **Hichem Abdessamad**, Traducteur, membre de l'association Nachaz
- Discutante : **Nadia Marzouki**, CESPRA-EHESS

**16 :45-18 :00 : débats et conclusions**, animés par **Laurent Bonnefoy**, Sciences-Po-CERI